

En attendant Rio...

On attend la Conférence de Rio+20, elle a commencé, elle arrive, la Conférence se termine... Que dire de Rio+20 si ce n'est que, dans un lieu hors du commun, les temporalités semblent avoir rattrapé les gouvernements et n'ont pas désavoué Beckett !

Découpée en deux temps bien distincts, le premier ayant consisté en des « jours de préparation et de dialogue » du 13 au 19 juin, qui ont été suivis ensuite de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable *per se* du 20 au 22 juin, Rio+20 n'a pas été à la hauteur, ni de son prédécesseur de 1992, ni des espérances des (pourtant) nombreuses parties présentes. Plus de 100 pays étaient représentés par notamment 57 chefs d'Etats, 29 373 personnes au total ont été accréditées pour assister et participer aux divers événements, et pourtant, la question demeure : que s'est-il vraiment passé à Rio ?

Les parties - divisées en deux grands groupes, à peine plus de 10 000 représentants d'ONG, et un peu plus de 12 000 représentants officiels, les médias et assimilés ayant complété l'assistance - ont discuté, négocié, argumenté, etc. Le tout dans un superbe cadre tropical humide, principalement entre les reliefs découpés (serras et moros du massif cariocque !) du quartier de Barra de Tijuca (où se trouvaient le Rio Centro, hébergeant la Conférence, et le parc des Athlètes avec les Pavillons des délégations officielles), relativement loin des plages renommées d'Ipanema et de Copacabana (où étaient hébergés nombre de participants), et des quartiers centraux du vieux Rio (où se situe le Parc Flamengo, autre lieu attitré de la Conférence, ayant réuni manifestations scientifiques et civiles).

L'expérience du trafic quotidien de Rio étant d'ailleurs devenue rapidement insoutenable pour les participants (presque deux heures pour se rendre sur les sites aux heures de pointe...), trois jours de repos ont été accordés aux Cariocas afin de favoriser le déplacement des 350 bus d'un site et d'un hôtel à l'autre. Toute une logistique mise en œuvre dans un seul but, la production finale d'un document sobrement intitulé « L'avenir que nous voulons ».

Après avoir assisté à de nombreux débats et événements sur les 7 éléments déterminés comme stratégiques à cette conférence (à savoir les villes, les océans, les catastrophes, l'emploi, l'énergie, l'alimentation et l'eau), consultations et votes ont permis de choisir les propositions essentielles, à inclure dans le document final.

Par exemple, en ce qui concerne l'énergie, les votes se sont portés sur les engagements 3, 5 et 8, proposant respectivement :

- d'établir des objectifs ciblés pour développer les énergies renouvelables ;
- d'inclure l'utilisation d'une énergie durable et l'accès à l'énergie dans les politiques de santé publique ;
- d'inciter par des allègements fiscaux réels l'achat de produits économes en énergie.

Dans « L'avenir que nous voulons », ces engagements se sont transformés en tournures officielles reconnaissant les liens entre énergie, élimination de la pauvreté, santé et économie dans le cadre du développement durable (points 125 à 128). L'initiative du Secrétaire général « De l'énergie durable pour tous » s'appuyant sur les questions d'accès, d'efficacité et l'importance des énergies renouvelables, est saluée et reconnue (point 129), sans pour autant mener à de plus amples engagements dans sa mise en œuvre.

« L'avenir que nous voulons » serait donc celui de la reconnaissance internationale de nos dysfonctionnements, sans pour autant mener à des engagements aux objectifs ciblés, accompagnés d'une mise en œuvre d'outils adéquats pour les achever. Peut-être faut-il lire dans ces déclarations générales l'angoisse de ne plus rien avoir à attendre ?

On attend donc toujours Rio (+40 ?).

Agathe Maupin